



## Chapitre G-2

### LOI SUR LE GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

- Constitution. Nom. **1.** Un organisme, ci-après appelé «la Régie», est constitué sous le nom de la Régie du Grand Théâtre de Québec.  
1970, c. 16, a. 1.
- Composition. **2.** La Régie est composée de neuf membres, dont le président, nommés par le gouvernement qui fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun d'eux.
- Mandat. Le mandat des membres de la Régie est de quatre ans et est renouvelable.
- Vacances. Au cas de décès, de démission ou d'incapacité d'un membre pendant le cours de son mandat, un successeur peut lui être nommé pour le reste de son mandat.  
1970, c. 16, a. 2.
- Exécutif. **3.** À sa première assemblée générale de chaque mandat, la Régie forme un exécutif composé du président et de deux autres membres.  
1970, c. 16, a. 3.
- Directeur. **4.** La Régie doit créer par règlement la fonction de directeur du Grand Théâtre de Québec.  
1970, c. 16, a. 4.
- Règlements. **5.** La Régie fait des règlements pour sa régie interne et pour déterminer les fonctions du directeur et de son personnel, ainsi que les attributions de l'exécutif.
- Approbation des règlements. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du gouvernement.  
1970, c. 16, a. 5.
- Intégrité des membres. **6.** Aucun membre de la Régie ne doit avoir, directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, un intérêt dans un contrat

|  |   |
|--|---|
|  | avec la Régie, en retirer un avantage ou accepter un don, une rémunération ou une promesse en rapport avec ses fonctions.   |
| Exception.                                     | <p>Le présent article ne s'applique pas à l'actionnaire d'une compagnie constituée de bonne foi.</p> <p>1970, c. 16, a. 6.</p>  |
| Statut corporatif.                             | <b>7.</b> La Régie est une corporation au sens du Code civil.   |
| Siège social.                                  | Elle a son siège social dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat.  |
| Fonction.                                      | Elle a pour fonction d'administrer le Grand Théâtre de Québec. Elle peut monter des spectacles.   |
|  | 1970, c. 16, a. 7.  |
| Droit d'acquérir des immeubles.                | <b>8.</b> La Régie peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir des immeubles et les aliéner ou hypothéquer.   |
|  | 1970, c. 16, a. 8.  |
| Projet de budget.                              | <b>9.</b> Chaque année, la Régie doit faire parvenir au ministre des affaires culturelles, pour approbation par le Conseil du trésor, son projet de budget au moins soixante jours avant le début de son année financière.  |
| Approbation du Conseil du trésor.              | La Régie doit de plus obtenir l'approbation préalable du Conseil du trésor pour les engagements financiers non prévus au budget et à cette fin, elle fait parvenir ces projets d'engagements au ministre des affaires culturelles.  |
|  | 1970, c. 16, a. 9; 1970, c. 17, a. 102.   |
| Année financière.                              | <b>10.</b> L'année financière de la Régie commence le 1er avril.  |
|  | 1970, c. 16, a. 10.   |
| Cas nécessitant l'approbation du gouvernement. | <b>11.</b> La Régie doit obtenir l'approbation préalable du gouvernement pour: <ul style="list-style-type: none"><li>a) les contrats de plus d'un an;</li><li>b) les échelles de salaires pour ses employés;</li><li>c) les contrats de travail avec ses employés et les réquisitions de services, non prévus spécifiquement au budget approuvé;</li><li>d) les emprunts.</li></ul> |
|  | 1970, c. 16, a. 11.   |
| Soumissions publiques.                         | <b>12.</b> À moins d'en être dispensée par le gouvernement, la Régie doit, si la dépense excède \$10,000, demander des soumissions publi-   |

ques avant tout contrat pour l'exécution de travaux relatifs aux immeubles dont elle a la propriété ou l'administration ou pour la fourniture de matériel ou de matériaux.

1970, c. 16, a. 12.

Vérification. **13.** En tout temps, le vérificateur général peut faire procéder à une vérification ou à un examen des livres et documents de la Régie.

1970, c. 16, a. 13; 1970, c. 17, a. 102.

Rapport annuel. **14.** La Régie est tenue de faire un rapport annuel des biens en sa possession et de ses opérations, donnant tous les renseignements nécessaires pour faire connaître l'état général de ses affaires. Ce rapport est soumis à l'Assemblée nationale par le ministre des affaires culturelles.

1970, c. 16, a. 14.

Exemption de taxes municipales ou scolaires. **15.** La Régie n'est assujettie au paiement d'aucune taxe générale ou spéciale pour fins municipales ou scolaires, mais elle paie une compensation pour les services municipaux et les travaux d'amélioration locale dont elle bénéficie directement. À défaut d'entente sur le montant de cette compensation, celle-ci est déterminée par la Commission municipale du Québec.

1970, c. 16, a. 15; 1970, c. 45, a. 2.

Usage exclusif du nom. **16.** L'appellation «Grand Théâtre de Québec» ne peut être utilisée dans le Québec pour désigner un immeuble, une entreprise ou un organisme quelconque, sans l'autorisation écrite de la Régie.

1970, c. 16, a. 16.

Application de la loi. **17.** Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

1970, c. 16, a. 20.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 16 des lois annuelles de 1970, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 17 à 19 et 21, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre G-2 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1970**      **LOIS REFONDUES, 1977**

### Chapitre 16

### Chapitre G-2

LOI DU GRAND THÉÂ-  
TRE DE QUÉBEC

LOI SUR LE GRAND  
THÉÂTRE DE QUÉBEC

| ARTICLES | ARTICLES | REMARQUES |
|----------|----------|-----------|
| 1 - 16   | 1 - 16   |           |
| 17 - 19  |          | Omis      |
| 20       | 17       |           |
| 21       |          | Omis      |

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*



